

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 16 (1966)
Heft: 3

Buchbesprechung: Les deux congrès ecclésiastiques de Reims et de Bourges, 1896-1900 [René Rémond]

Autor: Vicaire, M.-H.

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

zu der von Napoleon III. immer wieder vertretenen Förderung des Nationalitätenprinzips. Auch wurde weder auf französischer noch auf deutscher Seite die Frage eindeutig beantwortet, ob eine Nation auf dem Willen der Bevölkerung, auf einer gemeinsamen Sprache und Kultur oder auf historischen Gegebenheiten beruhe. — Aber wann ist je eine reine, klare Nationalitätenpolitik getrieben worden, fragt Buchner mit Recht. Die erwähnten, möglichen Grundlagen für die Bildung einer Nation sind nie getrennt und allein maßgebend gewesen. Sie wirkten zusammen, wobei im Einzelfall immer auch noch andere Faktoren (wie etwa der Wille zur Macht oder dynastische Interessen) eine Rolle spielten.

An verschiedenen Stellen seiner Arbeit geht Buchner auf die Frage der französischen Absichten auf den Rhein ein. Die bereits seit langem von Gerhard Ritter an der Auffassung Hermann Onckens von einer konsequent durchgeführten Rheinpolitik Napoleons III. geäußerte Kritik erfährt eine Bestätigung. Zweifellos dachte man in Frankreich, dachte Napoleon III. selbst zeitweise an Gebietserwerb am Rhein. Es handelte sich aber nicht um ein festes Programm, sondern um eher unbestimmte Gedankengänge, die nicht einen notwendigen Bestandteil der Deutschland-Politik des Zweiten Kaiserreichs bildeten.

Es ist sehr zu bedauern, daß am Schluß der wertvollen Arbeit Buchners ein gesondertes Literatur- und Quellenverzeichnis fehlt. Die Angaben, die man darin übersichtlich dargestellt finden würde, müssen mühsam aus dem Anmerkungsteil herausgesucht werden. Die Abkürzungen des Anmerkungsteils werden nicht alle erklärt. Im deutschen Sprachgebiet wird zwar jeder Historiker wissen, was «HZ» oder «APP» bedeutet. Ob das aber anderswo auch der Fall ist, möchte ich bezweifeln. Und gerade ein Buch wie das besprochene richtet sich doch an einen internationalen Kreis, auch an Nicht-historiker! Wir hoffen, daß der Autor bald, wie er es plant, seine Darstellung bis 1871 weiterführen kann, dabei könnten auch die Mängel des wissenschaftlichen Apparats leicht behoben werden.

Zürich

Roland Mathys

RENÉ RÉMOND, *Les deux congrès ecclésiastiques de Reims et de Bourges, 1896—1900*. Paris, Sirey, 1964. In-8°, 248 p. (*Histoire et Sociologie de l'Eglise*, t. 4).

En 1896 et en 1900, six à huit cents prêtres français, simples curés pour la plupart, furent rassemblés en congrès par une équipe de leurs confrères, dont l'abbé Lemire était l'animateur. L'entreprise n'était conforme ni aux articles organiques du Concordat de 1801, soucieux d'empêcher toute «coalition» du clergé, ni aux habitudes hiérarchiques de l'Eglise au XIX^e siècle. Les directives de Léon XIII, l'appel au Ralliement (1892), la *Lettre au clergé de France* sur le rôle du prêtre (1899) fournirent l'inspiration de ces congrès. Quoique les organisateurs prissent grand soin d'éviter toute poli-

tique et de se mettre à chaque fois sous le patronage d'un archevêque et, pour le 2^e congrès, d'un certain nombre d'évêques, ils ne purent éviter de déchaîner des réactions violentes, qui retentirent à Rome au point de neutraliser la sympathie que le pape pouvait ressentir à l'endroit de ces initiatives. Mais ce qui rendit surtout impossible de renouveler l'expérience, en dépit du succès religieux et apostolique de ces assemblées, fut l'énorme fossé que l'expulsion des religieux, puis la dénonciation unilatérale du Concordat ne tardèrent pas à creuser en France entre l'Eglise et l'Etat, ruinant les espérances de compréhension mutuelle. Ces deux congrès avaient cependant manifesté dans la masse du clergé français un grand désir de se débarrasser du contexte politico-social qu'une histoire lourde de malentendus dressait comme un obstacle entre elle et les masses populaires, et d'adapter aux besoins autant qu'à la psychologie de leur temps leur ministère religieux. Bien des idées ou suggestions qui semblent toutes récentes, émergèrent alors : que la France aussi peut être un «pays de mission», que l'organisation du clergé ne répond plus aux besoins, qu'il faut faire appel aux religieux et aux «instituts séculiers», dont on propose précisément la formule, découper les paroisses en quartiers, adopter un catéchisme national, ou même adoucir la discipline du jeûne eucharistique et abandonner la location des chaises dans le sanctuaire.

On notera l'apparition de la collection «Histoire et Sociologie», dont ce livre forme l'un des tout premiers volumes. Elle a pour directeurs Gabriel Le Bras et Jean Gaudemet. Il s'agit «d'études sur le développement de la société ecclésiastique, conduites généralement avec une préoccupation canonique».

Fribourg

M.-H. Vicaire

ALBERT WILLOT, *Le désarmement général et complet*. Préface de M. André de Staerke. Bruxelles, Editions de l'Institut de Sociologie, Université Libre de Bruxelles, 1964. In-8°, 137 p. Etudes de Science Politique.

L'ouvrage de M. Willot est tourné vers l'avenir. En partant des problèmes-pilotes du désarmement, il essaye de répondre à la question concrète : comment construire des structures internationales qui permettent d'assurer le désarmement général ? L'auteur a le mérite de ne pas se limiter à une analyse des problèmes actuels mais de proposer des solutions constructives.

Dans une première partie, il aborde quatre problèmes-clé. D'abord celui de l'équilibre des forces à maintenir sans qu'un partenaire tire avantage du désarmement pour renforcer sa position. C'est là un cercle vicieux dont on ne peut sortir, d'après lui, qu'en s'attaquant à la préoccupation qui en constitue le fondement, à savoir la garantie contre l'agression. Le deuxième point qui se réfère à la vérification de l'accomplissement des stipulations du traité de désarmement dépend des structures mises en place ainsi que de leur exécution. Il est ainsi intimement lié à la solution d'ensemble. En troi-